

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°519 – 15 décembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

La BIsD accorde 229 M USD au Burkina Faso, au Mali et au Togo

Le 10 décembre 2023, le Conseil d'administration de la Banque islamique de développement (BIsD) a [approuvé](#) un montant de 2,2 Mds USD pour le financement de 16 projets dans les pays membres de l'institution. Parmi les bénéficiaires, le Burkina Faso s'est vu allouer un montant de 144 M USD pour l'amélioration du cadre de vie de la population et le développement du secteur des transports. Le Mali a obtenu 58 M USD pour l'amélioration de son réseau de transport d'électricité par la modernisation et l'expansion de l'infrastructure de transport à haute tension. Enfin, 27,1 M USD pour le Togo, en vue de soutenir le secteur de l'enseignement supérieur.

Lancement du Fonds d'études climat de la BOAD en marge de la Cop28

Le 3 décembre 2023, en marge de la Cop28 à Dubaï et deux mois après son approbation par le Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Fonds d'études climat de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a été officiellement [lancé](#). La cérémonie a été marquée par la signature entre la BOAD et l'Agence Française de Développement (AFD) d'une convention relative à l'abondement de ce fonds. Ce dispositif est dédié au financement des études de faisabilité des projets liés à l'adaptation au changement climatique dans les huit pays membres de l'Union.

Le chiffre à retenir

110 000

Le niveau de production journalière de barils de pétrole attendu au Niger à l'horizon 2025, après la mise en service de l'oléoduc reliant le pays au Bénin

La SMH signe un accord de partenariat avec la SONAP

En marge du Sommet MSGBC Oil, Gas & Power 2023 qui s'est tenu à Nouakchott les 21 et 22 novembre, le Directeur général de la Société Nationale des Pétroles (SONAP) guinéenne a été [recu](#) par le ministre mauritanien du Pétrole des mines et de l'Énergie. A cette occasion, a été signé un accord technique de partenariat et de formation entre la SONAP et la Société Mauritanienne des Hydrocarbures (SMH) qui historiquement est la première société nationale de pétroles dans la sous-région avec plus de 40 ans d'existence et qui a dans son portefeuille d'importantes découvertes gazières. L'édition 2025 du Sommet MSGBC est prévue en Guinée.

Accord de coopération entre Air Sénégal et Air Côte d'Ivoire

Le 8 décembre, Air Côte d'Ivoire et Air Sénégal ont annoncé avoir [signé](#) à Dakar un protocole d'accord pour matérialiser leur volonté de collaboration technique et commerciale avec pour objectif d'optimiser les coûts et



d'améliorer l'efficacité opérationnelle. Les deux compagnies, selon [Jeune Afrique](#), prévoient des synergies via un partage des destinations, mais également via des mutualisations dans l'achat de carburant, de pièces détachées et de la maintenance et gestion. Un des leviers de coopérations pourrait être la reconnaissance mutuelle des licences nationales de pilotes. L'objectif affiché est de devenir le leader du transport aérien ouest-africain, devant notamment Asky qui se positionne, comme Air Sénégal, sur des long-courriers vers des destinations extra régionales.

Bénin

L'inflation en g.a se maintient en zone négative en novembre 2023

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (Instad), le taux d'inflation s'est [établi](#) à -0,2% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2023, contre -1,1% le mois précédent. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par le repli des prix des "Produits alimentaires et boissons non alcoolisée" (-4,4% en g.a), modéré par la hausse des prix de la catégorie "Transports" (+8,2% en g.a), "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+1,9%) et "Restaurants et hôtels" (+1,4% en g.a). Par ailleurs, le taux d'inflation en moyenne annuelle glissante se situe à 2,9% en novembre 2023.

Burkina Faso

Inflation à + 0,5% en g.a en novembre 2023

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (Insd), le [taux](#) d'inflation est ressorti à +0,5% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2023, contre -1,6% en octobre 2023. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par l'augmentation des prix des catégories "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+11,7% en g.a.), "Boissons

alcoolisées et stupéfiants" (+9,8% en g.a.), "Restaurants et Hôtels" (+4,7% en g.a.) et "Transports" (+3,9% en g.a), qui a été atténuée par la baisse des prix des "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2% en g.a.). Par ailleurs, le taux d'inflation en moyenne annuelle glissante se situe à 1,4% en novembre 2023.

Côte d'Ivoire

Lancement du cadre de partenariat 2023-2027 avec la Banque mondiale

Le Cadre de partenariat 2023-2027 entre la Côte d'Ivoire et la Banque mondiale a été officiellement [lancé](#) le 13 décembre 2023. Ce nouveau cadre est axé sur l'amélioration du capital humain, la réduction des disparités régionales, le renforcement de la résilience et la création d'emplois émanant du secteur privé. Il a été élaboré en menant des consultations auprès du gouvernement ivoirien, du secteur privé, de la société civile et des autres partenaires de développement, en vue de soutenir une transformation économique et sociale plus inclusive et durable, telle qu'articulée dans la Vision 2030 et le Plan National de Développement 2021-2025. Ces dernières années, le [coopération](#) entre la Côte d'Ivoire et la Banque mondiale a été caractérisée par la diversification des projets et l'accroissement du volume du portefeuille, composé à ce jour de 33 projets actifs d'un montant total de près de 6 Mds USD.

Adoption la "stratégie ZLECAF du secteur privé"

Le 12 décembre 2023, le gouvernement a [adopté](#) la "stratégie ZLECAF du secteur privé ivoirien" pour la période 2024-2028. Cette dernière s'articule autour de trois axes : i) l'amélioration de la gouvernance des acteurs par une meilleure synergie d'actions entre l'administration et le secteur privé, ii) l'accompagnement du secteur privé pour la conquête du marché de la ZLECAF et iii) le



renforcement des capacités du secteur privé pour faire face aux effets adverses de l'ouverture des marchés. La stratégie, élaborée conjointement avec le Patronat ivoirien (CGECI), la Chambre de commerce et d'industrie, les fédérations d'entrepreneurs et les partenaires techniques et financiers, vise à accroître les exportations et à optimiser les importations au sein du vaste marché de la ZLECAF.

Appui budgétaire de 300 M USD de la Banque mondiale

La Banque mondiale a annoncé dans un [communiqué](#) du 8 décembre 2023, l'octroi d'un appui budgétaire de 300 M USD à la Côte d'Ivoire afin de soutenir sa croissance économique. Cette opération d'appui budgétaire, la 2^{ème} sur une série de trois prévues, est alignée sur le Plan National de Développement 2021-2025. Elle est conçue pour promouvoir des réformes clés qui aideront le pays à atteindre son objectif à moyen terme de devenir une économie à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2030. Cette 2^{ème} phase d'investissement pour la croissance priorise trois domaines de réforme clés : i) stimuler la concurrence dans les secteurs critiques et améliorer la mobilisation des recettes intérieures, ii) élargir l'accès aux services de santé et d'éducation de manière équitable et iii) promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles, englobant la production durable de cacao, la conservation des forêts et le renforcement des cadres réglementaires environnementaux.

Mauritanie

Signature de deux accords de financement avec la Banque mondiale

Le 11 décembre 2023, le ministre de l'Economie et du Développement Durable a signé deux accords de crédit avec la Banque mondiale à [hauteur de 85 M USD](#). Le premier accord est

destiné au financement additionnel du Projet d'appui à la décentralisation et au développement des villes intermédiaires, qui vise à améliorer l'accès aux services publics locaux et à renforcer les capacités des autorités locales. Le second accord de crédit s'intègre quant à lui dans le Programme régional d'intégration numérique en Afrique de l'ouest (WARDIP), dont l'objectif principal est d'augmenter l'accès et l'utilisation de la large bande dans les pays bénéficiaires et de faire progresser l'intégration des marchés numériques en Afrique de l'Ouest.

Ouverture de la 1^{ère} édition du forum SeaFood à Nouakchott

Nouakchott accueille les 14 et 15 décembre 2023 la première édition du Salon International de la Pêche en Afrique (SeaFood), sous le thème "investir dans l'économie bleue". Selon Financial Afrik, qui organise avec STI Expo cette édition, le forum vise à mettre en évidence les enjeux à tirer de l'une des côtes les plus poissonneuses du monde. Cette rencontre servira de plateforme aux autorités mauritaniennes autour de la [valorisation des produits de la pêche](#), secteur moteur de l'économie nationale qui représente entre 5 et 10% du PIB, 25% des exportations du pays et près de 220 000 emplois directs et indirects.

Niger

Maintien des sanctions de la CEDEAO

Le 10 décembre, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO a [décidé](#) de maintenir les sanctions approuvées le 30 juillet 2023 contre le Niger. La Conférence, qui a désigné deux chefs d'Etat (Sierra Leone, Togo) pour conduire une médiation avec la junte au pouvoir, a indiqué que les sanctions ne seraient levées que dans l'hypothèse où le Président et ses collaborateurs seraient libérés et où une transition était mise en place pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Trois jours



auparavant, la Cour de Justice de la CEDEAO avait [rejeté](#) un recours visant à surseoir à l'exécution des sanctions, jugeant notamment que l'Etat du Niger requérant est une entité "résultant d'un changement anticonstitutionnel de gouvernement et non reconnue par la Cédéao comme gouvernement d'un Etat membre" et n'a ainsi pas de pouvoir d'agir en la matière.

Inflation à +6,8% en g.a. en novembre 2023

Selon l'Institut national de la statistique (INS) le [taux d'inflation](#) s'est établi à +6,8% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2023, contre +7,3% en octobre. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des catégories "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+9,7% en g.a.), "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+9,6% en g.a.). A l'inverse, d'autres postes de dépenses sont restés quasi stables, à savoir " Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+0,4% en g.a.), "Communications" (+0,4% en g.a.) et "enseignement" (+0,3% en g.a.). A noter qu'en moyenne annuelle glissante, le taux d'inflation est en hausse s'établissant à +3,4% en novembre 2023, contre +3,1% en octobre.

Une prochaine commercialisation du pétrole brut nigérien ?

Le 12 décembre 2023, le Chef de la junte militaire, aurait [annoncé](#) le début de la commercialisation du pétrole brut nigérien sur le marché international pour janvier 2024. L'acheminement devrait se faire depuis Agadem jusqu'au Bénin *via* un oléoduc de près de 2 000 km. Selon le gouvernement nigérien, le projet a nécessité un investissement de près de 6,3 Mds USD, dont 4 Mds USD pour le développement des champs pétroliers (gisement d'Agadem) et 2,3 Mds USD pour la construction de l'oléoduc. Ces investissements visent à porter la production pétrolière du pays à 110 000 barils par jour, dont 90 000 barils (soit

81,8% de la production totale) doivent être exportés. Les recettes tirées de cette commercialisation sont estimées à 22 860 barils par jour, soit 25,4% des recettes totales. L'extraction du pétrole brut est assurée par la société China National Petroleum Corporation (CNPC). Cette déclaration est toutefois à mettre en balance avec les sanctions de la CEDEAO qui jusqu'ici bloquent théoriquement tout acheminement vers le Bénin et ont considérablement ralenti les travaux. Par ailleurs, le Chef de la junte a annoncé la construction d'une seconde raffinerie avec l'appui de partenaires extérieurs, dans l'objectif d'atteindre une projection de 200 000 barils jour en 2026. Pour rappel, les réserves du Niger avoisineraient 2 Mds de barils et le pays raffine depuis 2011 environ 20 000 barils par jour à Zinder, dans le centre-est du pays.

Sénégal

La BAfD octroie une garantie partielle de crédit de 400 M USD

Le 8 décembre 2023, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) une garantie partielle de crédit de 400 M EUR en faveur du Sénégal pour la mobilisation de financements durables d'une enveloppe totale de 500 M EUR. Premier projet de financement adossé au Document-cadre de financements durables adopté en juin 2023, le produit de cet emprunt serait exclusivement affecté à des investissements à caractères verts et sociaux. Cette garantie vise à répondre aux besoins de financement du pays à des conditions favorables, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, en lien avec le resserrement des conditions financières internationales. Elle permettra en outre au Sénégal de contracter une partie du financement en FCFA et ainsi d'améliorer le profil de viabilité de sa dette.



Togo

Accord au niveau des services du FMI en vue d'un programme FEC

Les autorités togolaises et les services du FMI sont parvenus à un [accord](#) ouvrant la voie à un programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de 293,6 M de DTS (environ 390 M USD) de 42 mois. Cet accord – qui doit encore être validé en conseil d'administration du FMI en février 2024 – résulte de longues négociations. Il permettra de soutenir le plan de réformes des autorités togolaises, visant à préserver la stabilité macroéconomique, à renforcer la viabilité de la dette et à poser les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive. Un des objectifs clé du programme sera d'accroître la mobilisation des ressources intérieures de 0,5 % du PIB par an.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)